



**VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**  
ALPES-MARITIMES - 06310

PERMISSION DE VOIRIE AUTORISANT LA SOCIETE LA CAVE DE BEAULIEU A INSTALLER,  
AU DROIT DE SON ETABLISSEMENT, UNE TERRASSE ET UN PRESENTOIR SUR LE  
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 46, BOULEVARD MARECHAL LECLERC

N° : **211137**      DATE D’AFFICHAGE      **23 NOV. 2021**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, et L2212-2,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu la délibération municipale n°06 du 14 octobre 2021 intitulée « Droits de voirie, de place, de stationnement et de location de salles communales – actualisation » transmise au Bureau des affaires juridiques et de la Légalité de la Préfecture des Alpes-Maritimes le 19 octobre 2021,

Considérant qu’il convient d’autoriser à nouveau la SARL « LA CAVE DE BEAULIEU », représentée par son gérant Monsieur Cédric HORGNE immatriculé au R.C.S Nice sous le numéro 491 413 639, ayant son siège social au 46, bd Maréchal Leclerc à Beaulieu-sur-Mer, sollicitant l’autorisation d’installer une terrasse et un présentoir au droit de son établissement situé à l’adresse précitée.

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La SARL « LA CAVE DE BEAULIEU » est autorisée à occuper et à installer sur le domaine public communal, au droit de son établissement situé au 46, bd Maréchal Leclerc à Beaulieu-sur-Mer, un présentoir et une terrasse d’une superficie de 7 m<sup>2</sup> afin d’accueillir sa clientèle.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, pour toute l’année, à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 : La présente autorisation n’est pas transmissible de plein droit. Le successeur du titulaire de la présente permission de voirie devra expressément obtenir de la Ville une nouvelle autorisation d’occupation.

Article 4 : Aucune gêne ne devra être portée à la circulation des piétons. Le libre passage des piétons devra être maintenu sur une largeur minimale de 1,40 m.



Article 5 : Les droits des tiers sont et demeureront réservés.

Article 6 : La durée de cette autorisation prend effet le 15 juillet 2021 pour se terminer le 31 décembre 2025. A l'expiration de cette autorisation, comme en cas de résiliation anticipée, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état et de supprimer tous les ouvrages établis par lui, dans un délai qui lui sera fixé.

Article 7 : Le permissionnaire est tenu d'acquitter une redevance d'occupation sur la base du tarif établi par la délibération municipale du n°06 du 14 octobre 2021, dont le montant peut évoluer sur décision du conseil municipal.

Pour la période allant du 15 juillet au 18 octobre 2021, le coût de la redevance d'occupation par mois et par m<sup>2</sup> est de 5,50 € (cinq euros et cinquante centimes), soit un montant de 115,50 € TTC.

A partir du 19 octobre 2021, le coût de la redevance d'occupation par mois et par m<sup>2</sup> est de 5,80 € (cinq euros et quatre-vingt centimes), soit un montant de 97,44 € TTC pour la période du 19 octobre au 31 décembre 2021.

La redevance d'occupation est payable d'avance dans le délai imparti à compter de la réception du titre de recette. Toute occupation du domaine public communal, avant toute notification du présent arrêté fera l'objet du paiement d'une indemnité.

Article 8 : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne de toute nature qui serait la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt général et en raison de l'exécution de travaux publics entrepris par la Commune ou pour son compte.

Article 9 : Le permissionnaire devra contracter les assurances nécessaires le couvrant contre tout sinistre avec les tiers. La Commune dégage toute responsabilité pour tout dommage pouvant intervenir du fait de l'existence de cette terrasse.

Article 10 : L'entretien de la zone d'occupation est à la charge du permissionnaire.

Article 11 : L'autorisation est révocable à toute époque sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public et en vue de sauvegarder l'ordre public. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 12 : Conformément à l'article R.421-21 du Code de la Justice Administrative, tout recours devra être présenté devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à monsieur le Chef de la Police Municipale, monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer, qui seront chargés chacun en ce qui les concerne, d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le **23 NOV. 2021**

Le Maire,  
Roger ROUX

